

## **BACCALAUREAT 2013 : LA GRANDE MASCARADE**

### **DES CONDITIONS DE CORRECTION INACCEPTABLES POUR LES ENSEIGNANTS DES CONDITIONS D'ÉVALUATION SCANDALEUSES POUR LES ÉLÈVES**

**La grande entreprise de démolition des épreuves du baccalauréat, premier diplôme universitaire, se poursuit.** Tout a commencé avec les nouvelles épreuves de langues vivantes préparées par les enseignants. Ces derniers ont été sommés de produire eux-mêmes une partie des sujets pour leurs élèves (sans banque de sujets et avec des consignes on ne peut plus floues). Par ailleurs, les modalités de passation changent d'un établissement à l'autre pour les épreuves orales organisées en interne : date variable de plusieurs mois, candidats interrogés ou pas par leur enseignant, banalisation ou pas d'une journée pour les épreuves, convocation écrite ou pas, anonymat ou pas pour les copies de compréhension orale. **Fini les sujets nationaux et l'anonymat, synonyme d'équité !**

"Toujours plus en toujours moins de temps" : les correcteurs de philosophie disposent de sept jours pour corriger en moyenne un peu plus d'une centaine de copies. Les correcteurs de lettres, quant à eux, sont censés corriger une soixantaine de copies en trois jours et demi, et préparer les sujets de l'oral (une soixantaine de problématiques à élaborer, à partir de listes de bac souvent nombreuses qu'il faut s'approprier)... tout en surveillant les épreuves.

**Comment peut-on évaluer sérieusement les élèves dans de telles conditions ?** La meilleure volonté ne peut rien lorsque le temps décevant nécessaire à la prise en compte des productions des élèves fait défaut. On ne peut ainsi réduire le temps accordé aux corrections, détériorer les conditions dans lesquelles celles-ci ont lieu, sans porter gravement atteinte au traitement équitable des élèves.

L'organisation des épreuves laisse supposer que l'éducation nationale se convertit cette année aux flux tendus : élèves et enseignants surveillant les épreuves sont envoyés dans tous les azimuts, selon une logique dont il est à craindre que même le rectorat ait égaré la clé. On voit ainsi des élèves d'un lycée de banlieue être convoqués dans un autre lycée de banlieue : c'est-à-dire sans possibilité de s'y rendre dans des délais raisonnables par les transports en commun. Et on voit des enseignants convoqués huit heures d'affilée avec un petit quart d'heure de liberté pour le casse-croûte, ou sur un lycée de banlieue le matin et de centre ville l'après-midi. Il est clair que dans ces conditions, le moindre incident peut avoir des conséquences disproportionnées.

**Face à la détérioration de l'enseignement public, les enseignants portugais sont appelés à faire grève le 17 juin**, premier jour du bac. **En France**, il n'est pas question à ce jour d'un tel mouvement de lutte. Pourtant, le baccalauréat est menacé – les récents calculs, un peu baroques, de la Cour des Comptes ne laissent guère de doutes sur la tentation de le remplacer par du contrôle continu. L'expérience du baccalauréat professionnel (en contrôle continu à l'exception de deux épreuves) témoigne cependant de l'incidence négative de cette modalité d'évaluation sur les conditions mêmes de l'enseignement, et devrait engager à davantage de prudence.

**Notre engagement professionnel au sein du service public d'éducation ne peut servir de caution pour un baccalauréat 2013 réduit à une caricature d'examen national. Nous revendiquons d'autres conditions pour le déroulement des épreuves et leur évaluation.**

**Exigeons le respect du travail des élèves et des professeurs !  
Pour un service public d'éducation de qualité,  
stop à la casse du bac !**

# BACCALAUREAT 2013

## LES ENSEIGNANTS PROTESTENT CONTRE L'ORGANISATION DES SURVEILLANCES

L'organisation des épreuves laisse supposer que l'éducation nationale se convertit cette année aux flux tendus : élèves et enseignants surveillant les épreuves sont envoyés dans tous les azimuts, selon une logique dont il est à craindre que même le rectorat ait égaré la clé. On voit ainsi des élèves d'un lycée de banlieue être convoqués dans un autre lycée de banlieue : c'est-à-dire sans possibilité de s'y rendre dans des délais raisonnables par les transports en commun. Et on voit des enseignants convoqués huit heures d'affilée avec un petit quart d'heure de liberté pour le casse-croûte, ou sur un lycée de banlieue le matin et de centre ville l'après-midi. Il est clair que dans ces conditions, le moindre incident peut avoir des conséquences disproportionnées. D'autant que certains enseignants sont convoqués à un nombre heures de surveillance déraisonnable.

Les enseignants soussignés protestent contre l'organisation des surveillances, et réaffirment leur attachement à un service public d'éducation de qualité.

Le respect des élèves et des enseignants exige d'autres conditions pour les épreuves.

<b>Nom - Prénom</b>	<b>Etablissement</b>	<b>Nbre d'heures de surveillance</b>	<b>Signature</b>